

**Table-ronde sur le Brésil, 7 juin 2019**  
Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes,  
Toulouse

## Brésil colonial

Sébastien Rozeaux, que je remercie, m'a invité alors que je ne suis *pas* un spécialiste du Brésil mais un historien de la colonisation portugaise contemporaine en Afrique (en gros, 1878-1975), donc après la rupture de l'essentiel des liens entre le Brésil et l'Afrique, même si la mémoire en est restée. Cependant, c'est parce que je suis cet historien-là que je suis allé au Brésil où j'ai travaillé en 2012-2013, comme chercheur invité au département de sociologie de l'Université de São Paulo, pour étudier les recherches africaines au Brésil et la théorie postcoloniale vue de ce pays « post-colonial ». À la fin de ce séjour, je n'étais pas devenu pour autant un spécialiste du Brésil, mais j'avais appris des tas de choses et m'étais posé encore bien plus de questions. J'avais été invité dans de nombreuses universités aux quatre coins de ce pays-continent et rencontré des collègues très diversifiés. Ce séjour a été très important pour moi intellectuellement et mes publications actuelles s'en ressentent.

J'y retourne régulièrement et le hasard fit que j'étais à Rio en ce fatidique 28 octobre 2018, jour de l'élection de Jair Bolsonaro, et un autre hasard fit que je fus hébergé dans le blanchissime quartier de Botafogo où il n'y avait pas un Noir (preto) dans la rue et où les cris de joie n'en finissaient pas aux terrasses des cafés : « Sai PT !, sai PT ! » (« le PT est renvoyé ! » ), sans même se rendre compte de l'absurde de la situation puisque le PT *n'était plus au pouvoir* depuis deux ans, depuis le coup d'État civil du 31 août 2016 et que le président par interim, Michel Temer, faisait déjà une politique proche de celle que Bolsonaro promettait... Ce 1<sup>er</sup> juillet, J. Bolsonaro aura complété les six premiers mois de son gouvernement.

Mais dès 2012, une chose m'avait énormément frappé : la haine de l'élite conservatrice et des médias qu'elle contrôle – c'est-à-dire l'essentiel des médias – pour le gouvernement du Parti des Travailleurs, qui était au pouvoir depuis 2003. En 2012, on était au début du premier mandat de Dilma Rousseff et la crise économique n'avait pas encore vraiment frappé le Brésil. De nombreux Brésiliens pensaient qu'elle n'arriverait pas dans leur pays qui connaissait alors une forte croissance annuelle. Je disais à mes collègues qu'elle allait arriver mais je n'avais pas prévu que la crise politique fabriquée de toute pièce allait aggraver la crise économique et sociale à un niveau inimaginable.

Quand Lula avait été élu – le premier ouvrier jamais élu dans l'histoire du pays, le premier nordestino élu ! –, il y avait eu la morgue de l'élite à son égard. On l'accusait de ne pas savoir bien parler portugais, de dire « mais grande » au lieu de « maior » (un peu comme si en français quelqu'un disait « plus mieux » au lieu de « meilleur »), mais le contexte économique très favorable faisait qu'il pouvait faire une politique à la fois favorable à l'élite (en particulier la bourgeoisie nationale) et favorable au peuple. C'est grâce à cette politique qu'une « classe moyenne » importante fut engendrée, la même classe moyenne mise en danger par la crise et qui, voyant un précipice s'ouvrir sous ses pieds, a été le cœur de la base sociale de Bolsonaro. Et Lula était (partiellement) protégé par son immense popularité : quel président en France a quitté le pouvoir avec près de 80% d'opinions favorables dans les sondages ? Dilma Rousseff avait été élue sur l'indication de Lula, mais elle-même était beaucoup moins populaire et rapidement devint impopulaire, à la mesure de la crise qui entraînait dans le pays, surtout à partir de la fin 2013.

Mais même avant cela, la *haine* contre le gouvernement de Dilma suintait des médias conservateurs. Je dis bien la « haine ». Car il est logique que des courants de droite soient hostiles à un gouvernement de centre-gauche. Mais là, c'est comme si Dilma avait été une bolchevique, alors que, si l'on peut comparer, sa politique aurait correspondu, en France, à celle de M. François Hollande : au mieux, centre-gauche et pas bolchevisme ! Cela m'étonnait d'autant plus que la politique menée par Dilma, au fur et à mesure que la crise économique atteignait le pays, fut assez systématiquement conforme aux préceptes néolibéraux. Quand il fallait choisir, elle penchait la plupart du temps pour « les entreprises » et l'austérité. Lors de son second mandat, elle choisit même comme

ministre de l'Économie un adepte sans fard du néolibéralisme. Mais cela ne modifia pas un iota de la haine de l'élite conservatrice à son égard.

Je me suis demandé pourquoi et mes questions n'ont pas encore vraiment encore de réponse et c'est pourquoi j'ai choisi de les poser devant vous. Un petit détour par l'histoire s'impose : en 1964, l'armée prit le pouvoir, et y resta pendant vingt ans. Mais pourquoi l'armée prenait-elle le pouvoir dans ce pays latino-américain ? Y avait-il une révolution en cours, ou un danger de révolution, comme dans le Chili de l'Unité populaire en 1973 ? Y avait-il instabilité institutionnelle profonde, comme cela arriva bien souvent en Amérique latine où l'armée prend le pouvoir, même sans risque révolutionnaire mais pour faire fonctionner l'État ? Au Brésil, il n'y avait ni révolution en cours ni instabilité politique, il y avait des réformes sous la présidence de Jango Goulart. Certes, les États-Unis étaient obnubilés par le danger de nouveaux Cuba, mais Goulart n'était nullement un communiste ! Pourquoi l'élite conservatrice brésilienne soutint-elle largement ce coup d'État alors que son pouvoir n'était pas en danger ? Une autre manière de poser la question est : pourquoi l'élite conservatrice brésilienne est-elle incapable d'accepter, ou du moins de tolérer, une politique qu'en France on qualifierait de social-démocrate ?

La différence avec Bolsonaro est qu'il a été élu par une majorité absolue des votants – ce ne fut pas un coup d'État et cela change beaucoup de choses. Certes élu avec une industrie de *fake news*, certes avec un engagement massif à ses côtés d'églises néo-pentecôtistes, certes avec une démagogie familialiste et sécuritaire invraisemblable. Mais rien de tout cela n'était vraiment nouveau, ce fut une question de degré et le fait est là : il fut élu.

Il est intéressant de remarquer que le candidat préféré des élites économiques n'était pas Jair Bolsonaro mais Geraldo Alckmin, plus conforme au conservatisme classique. Mais quand l'élite vit que ce dernier ne décollait pas dans les sondages, elle passa largement du côté de Bolsonaro, considérant qu'entre deux « maux », mieux valait le « moindre mal ». Un peu comme une partie de la bourgeoisie française avait dit, dans un autre contexte il est vrai, « Plutôt Hitler que le Front populaire ». Le candidat du parti des Travailleurs, Fernando Haddad, fut considéré par ces élites comme un extrémiste de gauche, alors qu'au mieux, il fait penser à Lionel Jospin...

Il y a donc deux questions : premièrement, quelle est la nature de ces élites incapables de tolérer ne serait-ce qu'une politique vaguement social-démocrate ? Deuxièmement, pourquoi cette orientation d'une partie des élites brésiliennes a-t-elle réussi à conquérir, un temps, une base de masse permettant l'élection d'un aventurier d'extrême-droite ? Je vais, ici, surtout réfléchir à la première question.

Et pour cela, il faut revenir loin en arrière dans l'histoire. Le 7 septembre 1822, l'Empire portugais explose avec la déclaration d'indépendance du Brésil. Mais cette indépendance eut un caractère unique au monde. En effet, c'est l'État portugais lui-même, réfugié au Brésil depuis 1807 quand les armées napoléoniennes envahirent le Portugal, qui avait refusé de rentrer – il l'aurait pu dès 1811 – et décidé de rester dans sa colonie, élevant le Brésil au rang de « royaume » (encore au sein de l'Empire portugais). Ce refus fut réitéré même après l'injonction des Cortes de Lisbonne en 1821 demandant au régent de rentrer. Je ne connais aucun autre cas au monde où c'est le souverain de la métropole qui choisit de rester dans sa colonie même quand il peut rentrer dans sa métropole, créant les conditions pour la proclamation de l'indépendance.

L'indépendance du Brésil tient donc bien plus d'une révolte fiscale que d'une lutte de libération nationale. Il s'agit d'une scissiparité au sein de l'empire portugais. *Grosso modo* et en simplifiant – sans rentrer dans le détail des vastes régions du Brésil – on peut affirmer qu'il s'agit d'une *indépendance sans décolonisation* : ce sont les colons qui prennent le pouvoir et créent une colonie désormais autocentrée, sans métropole. J'insiste sur cela : le fait que le pays soit indépendant ne signifie pas qu'il ne soit plus une colonie ! Quand les colons rhodésiens ont refusé, en 1965, la marche à l'indépendance prévue par Londres et ont fait une déclaration unilatérale d'indépendance, la Rhodésie est évidemment restée une colonie, mais qui n'obéissait plus à Londres. Sauf peut-être à Cuba, les indépendances d'Amérique (Sud comme Nord) ont toutes été des indépendances sans décolonisation, elles ont *créé des États coloniaux*, nés à ce moment-là alors qu'auparavant il y avait les territoires des empires ibériques, anglais et français. On confond bien trop souvent indépendance et décolonisation, mais tout dépend du contexte. Le cas brésilien est extrême puisque, comme je l'ai dit, l'indépendance est proclamée par l'héritier du trône portugais et qu'il n'y a pratiquement pas de guerre avec l'armée portugaise.

Cet « Império brasílico » va lentement devenir brésilien. On peut dire que le processus est achevé en 1889, avec le coup d'État conservateur qui chasse la princesse Isabel qui avait aboli l'esclavage l'année précédente et proclame une République que l'on peut encore parfaitement qualifier de coloniale, la « Vieille République ». La vie sociale et économique du pays renforce l'identité brésilienne, qui s'affirme avec des bouffées anti-portugaises parfois violentes, même si en réalité le pays n'est plus du tout dépendant du Portugal et infiniment plus de l'Angleterre.

Mais il n'y a pas la prise du pouvoir par un secteur progressiste et industriel de la bourgeoisie brésilienne, comme on peut analyser la guerre de Sécession des États-Unis (1861-1865). *C'est l'élite des planteurs coloniaux qui reste au pouvoir* et c'est elle qui va lentement, sans rupture, passer à la plantation moderne par la marginalisation de la main-d'œuvre noire et l'importation de millions de travailleurs européens. Cela s'est produit aussi ailleurs en Amérique latine, mais on a ici deux différences très importantes ; les Indiens – appelés au Brésil, encore aujourd'hui, les « indigènes » – n'étaient plus qu'une toute petite minorité de la population, en raison des épidémies, des massacres et du métissage ; et les Noirs (au Brésil cela signifie à la fois ce que nous appelons en France « noirs » et les métis) étaient la grande majorité de la population (ils sont encore environ 52% aujourd'hui), instillant une « peur structurelle » dans l'élite blanche qui avait été terrorisée par l'exemple de Haïti où une révolution noire avait vaincu l'armée de Napoléon en 1804.

Bien sûr le Brésil a énormément changé. Mais l'élite n'a jamais connu une révolution décoloniale, *elle est lentement devenue une bourgeoisie capitaliste surtout latifundiaire et peu industrielle, sans cesser pour autant d'être une élite coloniale. Ce n'est pas parce que le Brésil est devenu un État-nation qu'il n'est plus une colonie.* Telle est mon hypothèse centrale. Le rapport de cette élite au peuple n'est pas seulement celui du capitaliste envers le prolétaire, mais encore largement celui du maître à l'esclave, celui de la *Casa Grande* à la *Senzala*. Et je vais maintenant faire un saut de près de deux siècles : savez-vous quelle est la mesure qui a sans doute provoqué le plus de haine envers Dilma Rousseff dans l'élite conservatrice, y compris urbaine ? Est-ce une nationalisation ? Non ! Est-ce le fait d'avoir décrété des hausses de salaires ? Non ! Est-ce le fait d'avoir dépensé de l'argent pour renforcer les liens avec l'Afrique ? Non ! Ce fut le fait, en 2013, de promulguer une loi garantissant des droits aux femmes de ménage et aux « bonnes » : désormais, elles avaient droit au dimanche, à un contrat de travail, à des

cotisations sociales, aux 44 heures hebdomadaires et au paiement d'heures supplémentaires en cas de dépassement, etc. Cette loi n'est pas systématiquement appliquée, loin de là, mais du moins permet-elle aux employées de maison de menacer de porter plainte et d'améliorer ainsi le rapport de forces. Cette loi, ce fut un outrage à la Maîtresse et au Maître et à leur paternalisme autoritaire, elle faisait de la servante une prolétaire comme les autres, une travailleuse ordinaire. Cela rompait le rapport de la *Casa Grande* à la *Senzala* pour lui substituer le rapport patron-employé. C'était intolérable.

C'est cette élite, de surcroît restée extrêmement blanche alors que le peuple est largement métissé de toutes les manières possibles, qui ne peut supporter ne serait-ce que de timides réformes sociales. Elle se tait quand elle ne peut faire autrement – quand Lula était extrêmement populaire malgré les médias – et quand sa situation économique s'améliore même sous le Parti des travailleurs, mais dès que la situation empire, elle exige de revenir à l'intégralité de ses privilèges – privilèges *capitalistes et coloniaux*.

J'insiste sur « ... *et coloniaux* ». Ce n'est pas un hasard si la conquête coloniale – car il s'agit bien de conquête coloniale –, même ralentie ces dernières décennies par la reconnaissance des terres indiennes, va reprendre avec Bolsonaro. Celui-ci et les siens ne méprisent pas les indigènes seulement comme un grand propriétaire peut mépriser des paysans pauvres, ils les méprisent comme un colon méprise une race inférieure et conquise. Ses déclarations sont limpides à ce sujet, quand il a dit vouloir forcer les indigènes à « s'intégrer » à la société brésilienne, c'est-à-dire à disparaître comme nations précoloniales et sociétés distinctes. C'est une rupture de fait avec la constitution de 1988 qu'il a pourtant juré de respecter lors de son investiture le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Il a fait passer la délimitation des terres indigènes et des quilombos sous la compétence du ministère de l'Agriculture, c'est-à-dire le ministère des grands propriétaires ruraux.

Même si les Indiens ne sont plus qu'une infime minorité (de 0,4 à 0,6% des habitants selon les recensements), ils occupent encore des espaces qui sont considérés comme de trop même quand ils sont très petits comme dans le Sud du Pays, à plus forte raison quand ils sont parfois grands comme la Belgique dans le Nord – mais dans un pays continental qui fait 276 fois la Belgique et 13 fois la France DOM-TOM inclus. Ce qui est intolérable pour les planteurs de soja transgénique et les grands éleveurs

de bovins aux hormones n'est pas seulement la superficie en tant que telle, mais qu'elle ne soit pas cultivée et exploitée de manière intensive et productiviste : les Indigènes sont des incapables et des fainnants – le classique mépris du colon, et pas seulement du patron, pour le colonisé et pas seulement le prolétaire.

Cette élite peut être techniquement équipée, mais elle n'est pas moderne, elle ne supporte pas la moindre remise en cause de son habitus. Elle est totalement conforme à la colonialité de l'espace brésilien.

Je crois qu'il y a beaucoup de cela dans l'élection de Jair Bolsonaro, ce qui n'est bien sûr qu'une partie de la réalité, puisqu'il y a aussi la crise économique, la corruption imputée seulement au PT alors qu'il est loin derrière d'autres sur ce plan, les *fakes news*, les néopentecôtistes, le problème de l'insécurité, les secteurs militaires d'extrême-droite, le racisme, l'homophobie, etc. Mais si ces caractéristiques contemporaines ont pris corps, c'est bien parce que, au départ, l'élite capitaliste-coloniale blanche est, structurellement et mentalement, incapable de l'acceptation d'une quelconque politique de réformes vaguement social-démocrate. La contradiction, qui peut devenir explosive demain au sein même des partisans du régime est que, historiquement, l'armée brésilienne a été plutôt modernisatrice (ce qui ne veut pas dire démocratique !) alors que cette élite est profondément conservatrice et reste façonnée par sa peur historiquement cristallisée face au peuple noir majoritaire. Elle s'exprime par le BBB – balle, bœuf, bible...

La question politique est donc de comprendre pourquoi cette élite capitaliste-coloniale, ultra-minoritaire dans le pays, politiquement et racialement presque inchangée, réussit à construire, au moins temporairement, une hégémonie politique qui embrasse de vastes secteurs du peuple. Le néopentecôtisme existait déjà en 2003, 2007, 2011 et 2015, la corruption aussi, la crise s'est aggravée mais c'est le gouvernement de Michel Temer qui a pris les premières dures mesures antisociales et l'intervention de l'armée dans les favelas de Rio soi-disant pour lutter contre l'insécurité avait déjà démontré son inefficacité. La radicalisation à droite de l'élite capitaliste-coloniale blanche a été, je crois, le « plus » qui a permis au reste de prendre corps, face à un PT tétanisé par l'emprisonnement de Lula et ayant perdu toute habitude et capacité de mobilisation populaire.

C'est ce regard d'historien – mais aussi de citoyen engagé – que je voulais porter sur l'actualité brésilienne.

Merci de votre attention.

**Michel Cahen**